

SEUL LE TEXTE LU FAIT FOI

Déclaration de Mme Zahra Nader Débat public du Conseil de sécurité de l'ONU sur les Femmes, la paix et la sécurité Le 20 octobre 2022

Monsieur le Président, Excellences et cher(e)s collègues de la société civile,

Je m'appelle Zahra Nader. Je suis rédactrice-en-chef du Zan Times, une salle de rédaction dirigée par des femmes qui couvre les abus de droits humains en Afghanistan et qui est centré sur les femmes, les personnes LGBTQI et les questions environnementales.

C'est à la fois un honneur et une grande responsabilité de m'adresser à vous aujourd'hui au sujet de la situation accablante qui touche les femmes et les filles afghanes. Je suis ici car j'ai de la chance. Il est néanmoins impératif que vous continuiez à entendre les voix des femmes afghanes dans toute leur diversité, y compris celles qui vivent en Afghanistan sous l'emprise des talibans, et qui chaque jour risquent leur vie pour rendre justice à la vérité.

Il y a quelques semaines seulement, l'attentat-suicide du centre d'éducation de Kaaj a tué au moins 55 personnes, y compris 51 femmes et filles de la communauté hazara, et a blessé au moins 124 autres personnes. Pour moi, en tant que femme hazara, ce qui rend cette attaque encore plus violente est le fait qu'elle ait ciblé à la fois ma communauté et l'éducation des jeunes filles. Ces filles hazaras préparaient des concours d'entrée à l'université afin de devenir journalistes, médecins, ingénieures. Elles rêvaient d'une vie qui maintenant leur est impossible.

Cette attaque est un symbole clair de l'atteinte aux droits des femmes et des filles, des groupes ethniques tels que les Hazaras et ceux d'autres groupes marginalisés, depuis l'arrivée des talibans au pouvoir, ce qui est le thème principal de mon allocution aujourd'hui.

Le droit des femmes aujourd'hui

Les spécialistes sont en train d'alerter la communauté internationale que mon pays est sur la voie de l'autoritarisme et de l'apartheid des genres.

Aujourd'hui, on estime que 20 millions de femmes et de filles qui ont grandi en Afghanistan et qui ont pu aller à l'école, travailler et se déplacer et s'exprimer librement, sont, depuis la prise de pouvoir des talibans, privées de tous ces droits fondamentaux à cause de leur genre. On ordonne aux femmes de rester chez elles. Les filles ne sont pas autorisées à aller à l'école après la 6^{ème}. Les femmes et les filles ne peuvent pas se déplacer seules – même prendre un taxi – sans la présence d'un homme. Et les hommes qui n'appliquent pas ces règles misogynes des talibans avec les membres de leurs familles sont punis. Les talibans interpellent et emprisonnent les femmes pour des soi-disant « crimes contre la morale ». Le retour des talibans a aussi fortement augmenté le nombre de mariages forcés et de mariage d'enfants, non seulement à cause du manque d'accès à l'éducation et de la pauvreté extrême qui poussent les familles à marier leurs filles par force, mais aussi parce que les talibans eux-mêmes forcent les femmes et les filles à se marier avec eux.

Une histoire troublante était celle de Elaha Dilawarzai, une étudiante afghane à la faculté de médecine qui a publié une série de vidéos d'elle, appelant à l'aide parce qu'un ancien porte-parole du ministère de l'intérieur taliban l'avait forcée à se marier avec lui, l'avait violée et torturée. « Je vous en prie, aidez-moi ! » avait-elle supplié. « Après cette vidéo, il se peut qu'on ne me revoie plus jamais, je vais peut-être mourir ». On ne sait pas où elle se trouve aujourd'hui. D'autres femmes afghanes ont disparu de la même manière – cela fait maintenant un an que la directrice de prison, Alia Azizi, est portée disparue.

Il y a de nouveaux abus tous les jours. La vérité est que nous ne connaissons pas – et ne connaissons probablement jamais – tous les abus qui ont lieu, car le suivi de l'ONU sur place est très limité, que les médias afghans, surtout si les journalistes sont des femmes, ont été réprimés par les talibans, et que les médias internationaux ont presque tous quitté le pays. Et les talibans ont réduit au silence quiconque s'opposerait à eux.

La répression des femmes manifestantes

Les femmes sont bien évidemment la cible principale des talibans, et l'année passée nous avons été témoins de répressions violentes contre quiconque s'opposerait à leurs pratiques misogynes.

Nous nous sommes entretenus avec des personnes impliquées dans les manifestations anti-Talibans qui ont eu lieu à Mazar-e-Sharif en septembre 2021, et avons recueilli leurs témoignages troublants sur les ripostes des talibans qui ont battu, kidnappé, torturé, emprisonné et tué de nombreuses femmes, y compris Frozan Safi, une activiste de 29 ans, pour avoir participé à ces manifestations pacifiques — et ont ensuite obligé leurs familles à garder le silence. Le corps décomposé de Frozan avait été retrouvé plusieurs jours après sa disparition à Mazar-e-Sharif en octobre dernier. « Nous l'avons reconnue uniquement grâce à ses vêtements. Les balles avaient détruit son visage » m'avait raconté la sœur de Frozan. Une femme qui avait passé 11 jours dans une prison contrôlée par les talibans pour avoir participé à une manifestation nous a raconté que les talibans giflaient les enfants et les menaçaient d'un pistolet sur la tête pour faire pression sur leurs mères et forcer les femmes à avouer sous la menace.

Pourquoi les talibans s'obstinent-ils autant à réduire les femmes au silence ?

C'est parce qu'à ce jour, les femmes afghanes ont réussi à mobiliser d'innombrables manifestations pacifiques contre les pratiques des talibans. Les femmes sont allées dans la rue, rien que récemment en criant « Pain, travail, liberté », un slogan qui manifeste nos revendications principales. Nous avons besoin de pain, mais la survie à elle seule ne suffit pas. Nous revendiquons notre indépendance, notamment d'être indépendantes financièrement et d'avoir le droit de travailler, de participer pleinement et de façon égale au sein de la société, et de prendre nos propres vies en main. Et nous mettons l'accent sur la liberté, un droit indéniable de chaque individu, selon le décret des Nations Unies (ONU) et de ses Etats membres.

Aux yeux des talibans, les femmes militantes – en réalité n'importe quelle femme qui s'exprime – sont l'ennemi, car elles dénoncent l'ampleur des maltraitements infligés au peuple afghan par les talibans. En s'exprimant ouvertement, les femmes afghanes sont devenues l'obstacle numéro un à ce que les talibans désirent le plus : être reconnus par la communauté internationale.

La répression des communautés ethniques et religieuses et des personnes LGBTQI

Les talibans ciblent également les communautés marginalisées, notamment les communautés ethniques et religieuses et les personnes LGBTQI, mettant certaines femmes encore plus en danger.

Les Hazaras, qui subissent déjà la discrimination et la maltraitance à cause de leur identité ethnique et religieuse depuis plus d'un siècle, sont aujourd'hui systématiquement confrontés à des attaques, qui selon les spécialistes s'apparenteraient à un génocide. Depuis la reprise du pouvoir par les talibans, l'Etat islamique du Khorasan (IS-K) est coupable d'avoir tué et blessé au moins 879 Hazaras. Les membres de la communauté hazara se sont mobilisés dans des pays du monde entier pour appeler à l'action. Des rapports troublants sur des crimes de guerres commis dans les provinces du Panchir, du Balkh et partout où les talibans ne font pas l'unanimité, sont de plus en plus répandus. Les graves atteintes aux droits humains commises par les talibans, en particulier contre les femmes et les filles, s'ajoutant à leur incapacité de mettre en place un dispositif de sécurité ou des services de première nécessité pour les populations en danger, rendent ces attaques encore plus violentes. Les leaders talibans d'origine pashtoune et leur interprétation radicale de l'Islam ont non seulement mis en péril les droits des musulmans chiites d'Afghanistan, mais aussi ceux des sufis, des ahmadis, des hindous, et des sikhs, qui ont tous été exclus des prises de décision concernant l'avenir de leur pays.

Les personnes LGBTQI en Afghanistan ne sont pas uniquement confrontées à la discrimination et à la maltraitance au sein de leurs communautés respectives, mais risquent également d'être attaquées, tuées, violées

et menacées directement par des talibans à cause de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Un groupe d'Afghans queers nous a dit que les talibans les pourchassaient – ce qui renforce le sentiment de peur avec lequel ils vivent déjà.

La communauté internationale doit agir maintenant

Depuis la prise de pouvoir des talibans en août de l'année dernière, le Conseil de sécurité s'est réuni onze fois au sujet de l'Afghanistan, et a publié deux déclarations publiques et a adopté trois résolutions pour confirmer l'importance des droits des femmes.

Toutefois, ces efforts n'ont jusqu'à présent pas réussi à faire pression sur les talibans pour qu'ils changent de cap. Au contraire, le renouvellement par le Conseil de sécurité du mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) en mars a été suivi par la mise en œuvre par les talibans de certaines de leurs politiques les plus flagrantes, telles que l'extension de l'interdiction de l'enseignement secondaire pour les filles et l'obligation pour les femmes de se couvrir entièrement le visage et d'être accompagnées par un homme. Les Nations unies semblent ne pas savoir quoi faire, et le Conseil de sécurité ne semble pas disposé à utiliser les outils dont il dispose pour faire comprendre aux talibans que la violation des droits des femmes est inacceptable.

Lorsqu'il s'agit des femmes, de la paix et de la sécurité, il y a un écart important ici à l'ONU entre les paroles et les actes. Et les talibans ne savent pas tenir leurs promesses.

Recommandations

Ce Conseil ne peut plus avoir de doutes sur les actes de terreur commis par les talibans contre les femmes et les filles, ni sur leurs pratiques discriminatoires et d'exclusion contre les différentes communautés ethniques et religieuses d'Afghanistan. Au nom de toutes mes sœurs en Afghanistan, je vous incite à prendre les mesures suivantes :

- Exhorter les talibans à respecter les droits humains de tous les Afghans, notamment les droits des femmes, des filles, des personnes LGBTQI et d'autres personnes marginalisées à cause de leur appartenance religieuse ou ethnique ; à mettre fin à toutes les restrictions des droits des femmes ; à démanteler le Ministère pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice ; et à réinstaurer la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. Appeler les talibans à mettre fin aux attaques ciblées contre les manifestants, les défenseur(e)s des droits humains, les journalistes et leurs familles. Entre autres, exiger que les talibans remplissent leurs engagements en termes de droits humains et des critères que vous, le Conseil de sécurité, les appellent à respecter depuis plus d'un an déjà.
- Ne pas reconnaître formellement les talibans, et s'assurer qu'ils soient tenus pour responsables pour les violations des droits humains. Le Conseil de sécurité ne doit pas renouveler les exemptions aux interdictions de voyager imposées aux dirigeants talibans et doit envisager d'ajouter à la liste des sanctions de l'ONU les membres dirigeants des talibans responsables des abus des droits humains. Les abus des talibans ne doivent pas être normalisés, et vous ne pouvez pas vous résigner à l'inaction.
- Appelez tous les hauts dirigeants de l'ONU, y compris le Secrétaire général et le nouveau représentant spécial du Secrétaire général de la MANUA, à faire pression sur les talibans à chaque occasion pour qu'ils respectent les droits de toutes les femmes, des filles et des autres groupes marginalisés. Tenir la MANUA responsable de l'exécution de son mandat, qui consiste à donner la priorité à l'égalité des genres et à l'ensemble des droits des femmes dans l'ensemble de ses activités.
- S'engager sérieusement auprès de la société civile féminine afghane et la soutenir, ce qui est non seulement un acte de solidarité avec tous les courageux défenseurs des droits de l'homme qui luttent inlassablement pour les droits de leurs communautés, mais sont nécessaires pour que l'ONU puisse remplir ses fonctions les plus fondamentales en Afghanistan. L'engagement de la communauté internationale auprès des talibans doit refléter les préoccupations, les priorités et les recommandations des diverses femmes afghanes, des groupes ethniques, des minorités religieuses et de tous les autres groupes

marginalisés. La participation pleine, égale et significative des femmes afghanes à la société civile doit être assurée dans toute prise de décision concernant l'avenir de l'Afghanistan, y compris la vôtre.

- Soutenez la mise en place d'un mécanisme de l'ONU supplémentaire pour assurer la responsabilité des violations des droits de l'homme.

Le témoignage fait partie de mon travail journalistique. Et il est clair que les talibans ont déjà infligé des souffrances irréparables aux femmes et aux filles afghanes, et que ces souffrances continueront jusqu'au jour où vous agirez.

Le peuple afghan, surtout les femmes, suivent ce débat de très près. Il va de même pour les femmes dans d'autres zones de conflit dans le monde. Si vous n'intervenez pas en Afghanistan, les femmes en Ethiopie, au Myanmar, au Soudan et au Yémen sauront que les engagements du Conseil de sécurité de l'ONU auprès du programme sur les femmes, la paix et la sécurité ne sont que des promesses en l'air.

Je vous remercie.